

**CONVENTION RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION DE MATÉRIELS
SCÉNIQUES ENTRE LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT ET
L'ÉTABLISSEMENT DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE XXXXX**

Entre les soussignés :

Le Département de l'Hérault

Sis 1977 avenue des Moulins 34087 Montpellier

SIRET : 223 40000 11 00076

Code APE : 84.11 Z

Représenté par : Kleber Mesquida en qualité de Président

Dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération en date du.....

Dénommé ci-après par les termes le « **Département** » d'une part,

Et

La communauté des communes du Grand Pic Saint loup

Sis.....

SIRET

Code APE

Représenté paren qualité de :

Dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération en date du.....

Dénommé ci-après par les termes « **I'EPCI** » d'autre part,

Et

La communauté des communes des communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises

Établissement Public de Coopération Intercommunale

Sis.....

SIRET

Code APE

Représenté paren qualité de :

Dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération en date du.....

Dénommé ci-après par les termes « **I'EPCI** » d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Dans son schéma en faveur de la culture adopté en 2023, le Département affirme son attachement aux solidarités humaines et territoriales afin de promouvoir dans l'ensemble de l'Hérault, une culture accessible à tous, par le partage des savoirs, des connaissances et des esthétiques

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de dépôt en préfecture : 20/03/2025

Cette ambition de soutenir toutes les formes de création et de relier les territoires, le Département l'a nourrie en accompagnant les politiques culturelles des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) notamment avec les conventions culturelles de territoire et, en déployant des partenariats dans un objectif d'équité et d'équilibre territorial.

Au-delà du soutien financier aux compagnies artistiques, aux lieux de diffusion, au portage des saisons culturelles et des festivals, le Département souhaite amplifier son accompagnement des politiques culturelles portées par les EPCI en mettant à leur disposition, les matériels scéniques acquis par ses soins et gérés jusqu'à présent par « Hérault Matériel Scénique ».

Le Département entend donner ainsi aux EPCI qui sont, par leur proximité, les interlocuteurs privilégiés des acteurs culturels de leur territoire, les moyens matériels pour réaliser les manifestations et événements artistiques et culturels qu'ils initient tout au long de l'année.

Fort du constat que la distance géographique ne permettait pas un égal accès des EPCI à « Hérault Matériel Scénique », la mise à disposition des matériels scéniques du Département dans le cadre de la présente convention vise à une meilleure solidarité et équité territoriale.

Enfin, en encourageant les EPCI à mutualiser l'usage des matériels de « Hérault Matériel Scénique », le Département amplifie son rôle d'acteur des solidarités pour relier les territoires et porter l'ambition d'une politique publique de la culture au service des héraultaises et des héraultais et de la création artistique sous toutes ses formes.

Il a été ensuite arrêté et convenu ce qui suit :

TITRE 1 : MISE À DISPOSITION DU PARTENAIRE DE MATÉRIELS SCÉNIQUES TECHNIQUES, ACQUIS PAR LE DÉPARTEMENT

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet la mise en place des conditions de partenariat (engagements respectifs et responsabilités respectives) entre les signataires co-contractants des présentes, pour ce qui concerne :

- La mise à disposition aux **EPCI** de matériels scéniques technique acquis par le Département dans le cadre de son dispositif « Hérault Matériel Scénique », pour permettre au titre des solidarités territoriales entre le Département et les EPCI, de favoriser, organiser et soutenir les manifestations culturelles et artistiques,
- Inciter les EPCI à coopérer entre eux pour mutualiser ces matériels et renforcer les solidarités territoriales dans le domaine culturel,
- La cession au bénéfice des **EPCI** dudit matériel au terme de sa durée d'amortissement ou, lorsqu'il est déjà amorti, au terme d'une période de quatre années suivant la signature de la présente convention.

Article 2 – Moyens matériels mis à disposition et conditions d'utilisation

Les co-contractants se sont entendus pour que **les EPCI** bénéficient d'une mise à disposition de matériel

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025

technique de spectacle vivant, acquis par **le Département**, pour lui permettre de favoriser, organiser et soutenir des manifestations culturelles et artistiques et poursuivre le service public de prêt de matériel scénique, afin d'irriguer l'ensemble du territoire, de façon équitable et équilibrée.

Le détail du matériel mis à disposition a fait l'objet d'un accord des parties, et est détaillé en annexe 1 des présentes et sa valeur estimée s'élève au montant total TTC de€.

Pendant toute la durée de mise à disposition, les matériels décrits en annexe 1 sont placés pour leur utilisation sous la responsabilité des **EPCI**, qui en feront une utilisation appropriée et veilleront à ce qu'aucune dégradation ne soit commise.

Les **EPCI** s'engagent notamment à utiliser le matériel mis à disposition dans les règles d'art, dans le cadre des usages et normes professionnelles en vigueur et à l'entretenir pour le maintenir en état de fonctionnement. Les **EPCI** s'engagent à apporter le meilleur soin à ce matériel dans toutes ses phases d'utilisation, de transport et de stockage. Dans le cas où le matériel mis à disposition intègre des éléments de sécurité qui le nécessitent, **les EPCI s'engagent équitablement** à supporter les frais de révision, contrôle ou mise à jour périodique prévus par les règlements en vigueur le cas échéant.

Pendant toute la durée de mise à disposition, le matériel reste l'entière propriété du **Département**. À ce titre, **les EPCI** s'engagent à informer **le Département** de toute situation de vol ou dégradation ou tout autre situation qui aurait un impact sur les états des immobilisations du **Département**.

Si, pendant toute la durée de mise à disposition et après expiration du délai contractuel de garantie des matériels, une avarie ou panne, non couverte par les dispositions de l'article 5, survenait, **les EPCI** s'engagent à procéder, à leurs seuls frais aux réparations et à la remise en état et remise en service du matériel concerné. Si aucune solution de remise en état ne pouvait alors être trouvée, il est expressément convenu que **les EPCI** informent **le Département** de cette mise au rebus.

La mise à disposition du matériel constitue une subvention en nature du **Département**. Son montant figurera dans l'annexe listant les matériels mis à disposition qui sera jointe à la présente convention.

Il est convenu entre les parties que **les EPCI pourront prêter** le matériel mis à disposition par la présente à un organisateur de spectacle qu'il subventionne ou établissement public et ce, sans avoir à solliciter l'accord du **Département**.

Article 3 – Durée de la mise à disposition

Lors de la livraison du matériel par **le Département** auprès du service théâtre « Albarède » de l'**EPCI des Cévennes Gangeoises et Sumènoises** le Département établira une attestation listant les matériels mis à disposition. Cette attestation signée des deux parties constituera une annexe à la présente convention.

Les co-contractants se sont entendus pour que la mise à disposition du matériel acquis par **le Département** soit réalisée pour une durée de 48 mois à compter de la date effective de la signature de la présente convention.

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE Date de réception préfecture : 20/03/2025 |
|---|

Article 4 – Propriété du matériel pendant la période de mise à disposition

Pendant toute la durée de mise à disposition, la présente convention n'implique aucun transfert de propriété du matériel qui reste la propriété du **Département**.

Pendant toute la durée de mise à disposition, le **Département** souhaite favoriser le prêt et la mutualisation de ses matériels entre les **EPCI**.

A ce titre, il autorise et incite les **EPCI** bénéficiaires de la mise à disposition de matériels scéniques du Département, à prêter ces matériels, en cas de besoin, au bénéfice d'un autre EPCI. Ce prêt est sans but lucratif et doit permettre aux EPCI de mutualiser les matériels scéniques mis à disposition par le **Département**.

Article 5 – Assurances et responsabilités

Pendant toute la durée de mise à disposition, **les EPCI** s'engagent à ce que l'ensemble du matériel soit couvert par ses assurances pour les cas de vol, de perte, de dégradation (volontaire et involontaire), d'incendie, d'inondation, ou de dégât des eaux. **Les EPCI** s'engagent à transmettre au **Département** une copie de sa police d'assurance en vigueur à la signature des présentes.

Les EPCI s'engagent à effectuer toutes les vérifications techniques et de sécurité requises des matériels mis à sa disposition et, à obtenir le renouvellement des agréments des matériels électriques et ignifugés.

Tout évènement exceptionnel de type vol, dégradation, casse, incendie, dégât des eaux, inondation, etc. devra faire l'objet d'une information écrite auprès du **Département**.

TITRE 2 : CESSION DU MATÉRIEL AU TERME DE LA PÉRIODE DE MISE À DISPOSITION

Article 6 – Modalités de cession

Au terme de la période de mise à disposition définie à l'article 2 des présentes, l'ensemble du matériel mis à disposition, tel que détaillé en annexe 1, est cédé intégralement à titre gracieux à **les EPCI** par **le Département**.

À la date de cession, **les EPCI** prennent les biens cédés, sans contrepartie financière, dans l'état où ils se trouvent et s'engage expressément, tant pour son compte que celui de ses ayant-cause, à n'exercer aucun recours en garantie contre le cédant, notamment en cas de défaut, apparent ou caché, que pourraient comporter les biens alloués.

À compter de cette date de cession, **les EPCI** assumeront l'ensemble des responsabilités concernant ce matériel, et **le Département** matérialisera cette cession dans ses états de suivi des immobilisations.

Le cessionnaire prend les biens cédés dans l'état où ils se trouvent et s'engage expressément, tant pour son compte que celui de ces ayant-cause, à n'exercer aucun recours en garantie contre le cédant, notamment en cas de défaut, apparent ou caché, que pourraient comporter les biens alloués.

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE Date de réception préfecture : 20/03/2025 |
|---|

TITRE 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7 – Bilan annuel

Les EPCI s'engagent à tenir informé le **Département** des manifestations culturelles et artistiques qui auront bénéficié des matériels scéniques mis à disposition par le **Département**. A ce titre, **les EPCI** adressera chaque année au **Département** un bilan de l'utilisation des matériels mis à disposition par le **Département**.

Ce bilan fera apparaître :

- Le nombre de manifestations réalisées avec les matériels scéniques du Département ;
- Les prêts des matériels scéniques du Département aux autres EPCI ;
- L'état du matériel ;

Article 8- Communication

Les EPCI s'engagent expressément à faire figurer sur tout son matériel d'information et de communication la mention « *Manifestation organisée avec le matériel scénique mis à disposition par le Département de l'Hérault* » et d'apposer le logo du **Département** aux côtés de ceux de ses autres partenaires.

Dans le cas où **les EPCI** ne seraient pas directement l'organisateur d'une manifestation culturelle ou artistique, cette mention devra explicitement figurer dans la communication de l'organisateur de la manifestation.

Pendant toute la durée de la présente convention, **Les EPCI** veilleront à l'apposition du logo du

Département sur tous les matériels mis à sa disposition.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature pour une durée de quatre ans.

Article 10 - Intégralité des accords, avenant, compétence juridique et élection de domicile

La présente convention traduit l'ensemble des engagements pris par les parties co-contractantes dans le cadre de son objet, ainsi les contrats, conventions, correspondances, offres ou propositions antérieures à la signature des présentes, sont considérées comme nulles et remplacées par les termes des présentes.

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit, signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

La langue de la présente convention est la langue française. Le droit applicable à la présente convention est le droit français.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application des présentes, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Montpellier (34) - France, mais seulement après épuisement de l'ensemble des voies amiables (conciliation, arbitrage, médiation, etc.).

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE Date de réception préfecture : 20/03/2025 |
|---|

Fait à Montpellier en **3 exemplaires** originaux de 6 pages paraphées, annexes comprises, leet dont un exemplaire est remis à chacun des cocontractants.

Signatures et cachets :

Département de l'Hérault

*Représenté par : Kleber Mesquida
En qualité de : Président*

***Communauté des communes
Grand Pic Saint Loup***

*Représenté par :
Alain Barbe
En qualité de Président*

***Communauté des communes
des Cévennes Gangeoises et
Sumènoises***

*Représenté par
Michel Fratissier qualité de
Président*

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025



Règlement Prêt de matériel scénique

Préambule

Le Département de l'Hérault a décidé de favoriser l'équité territoriale d'accès à la culture en soutenant les actions de création et de diffusion du spectacle vivant sur l'ensemble du département en redistribuant le parc de matériel HMS aux EPCI du Département.

L'emprunteur qui bénéficie du service de prêt de **Matériel Scénique** souscrit "de facto" aux dispositions ci-après.

La Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises et la Communauté de Communes du grand Pic saint Loup, se regroupent pour un parc commun de matériel afin de favoriser l'équité territoriale d'accès à la culture en soutenant les actions de « création » et de « diffusion » du spectacle vivant sur l'ensemble des deux territoires.

L'emprunteur qui bénéficie du service de prêt, souscrit "de facto" aux dispositions ci-après.

Article 1 – L'objet du prêt

Le matériel scénique est réservé à l'organisation de manifestations culturelles programmant du spectacle vivant et pour l'usage exclusif des représentations.

Il ne peut être utilisé hors du périmètre des deux Inter-communalités sauf dérogation motivée au regard de la politique culturelle départementale.

Chaque manifestation doit faire l'objet d'une demande spécifique.

Le matériel mis à disposition ne peut être démonté ou modifié, loué, vendu, échangé, prêté, donné ou mis en gage par l'emprunteur.

Il fait l'objet d'un contrat de prêt signé par l'organisateur-emprunteur qui devient responsable du matériel.

Le prêt de matériel est gratuit. Cependant les utilisateurs ont à charge de souscrire une assurance garantissant les risques dommages et vols.

Le matériel est affecté en priorité aux manifestations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par un des deux EPCI gestionnaire du parc, ou ses organismes associés.

Article 2 - Les emprunteurs :

❖ Les associations culturelles, producteurs ou diffuseurs de spectacle vivant, titulaires d'une licence d'entrepreneur de spectacle

❖ Dans la mesure des disponibilités, les autres associations culturelles « organisateurs occasionnels de spectacle vivant ».

❖ Les communes

❖ Les événements culturels des deux EPCI (Grand Pic st Loup & Cévennes Gangeoises et Suménoises)

Article 3 - Conditions administratives :

Procédure de prêt

1. La demande doit être établie sur le formulaire de prêt de matériel prévu à cet effet et envoyée, entre trois et un mois avant la manifestation, à l'adresse suivante :

materielscenique34.123@gmail.com 04 67 73 52 85.

2. Après réception de la demande, le service donne en réponse un avis de principe. En l'absence de réponse la demande est réputée défavorable.

3. Si la réponse est positive, quinze jours au plus tard avant le début de la manifestation, le demandeur reçoit la liste du matériel pouvant être mis à disposition.

La structure demandeuse doit en suite fournir la convention de prêt signée par le responsable légal de la structure, président de l'association, le maire de la commune ou le président de l'EPCI, ainsi que l'attestation d'assurance à jour et cela au plus tard le jour prévu pour l'enlèvement du matériel.

LIEU D'ENLEVEMENT

Théâtre Albarède

4 rue de l'Albarède

34190 GANGES

04 67 73 52 85

5. Au retour du prêt, le matériel est contrôlé par un technicien

6. Tout dommage ou détérioration du matériel, même mineur, survenu pendant la période de prêt doit être consigné.

Article 3 - Clauses techniques particulières :

L'emprunteur s'engage à

1. Respecter strictement les recommandations données, notamment les notices de montage et d'utilisation.

2. Certains matériels sensibles ne peuvent être utilisés que par des personnes formellement autorisées, habilitées.

3. Les branchements électriques doivent être effectués par un électricien professionnel habilité par le responsable du lieu de représentation.

4. Le montage des structures scéniques doit être réalisé par des personnes compétentes.

5. L'équipe gestionnaire du matériel se réserve le droit de refuser le prêt ou de modifier le choix du matériel, s'il s'avère que les opérateurs ne présentent pas toutes les garanties techniques nécessaires.

6. Le matériel est placé sous l'entière responsabilité de l'emprunteur dès qu'il sort des entrepôts de stockage.

7. Le Département de l'Hérault, La Communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Sumenoises et la Communauté de Communes du grand Pic saint Loup sont dégagés de toute responsabilité en cas d'accident (matériel, corporel) dû à un branchement défectueux ou à une mauvaise manipulation ou utilisation du matériel.

8. L'emprunteur s'engage à ramener le matériel dans son conditionnement de départ. Les prolongateurs et autres câbles seront soigneusement roulés et attachés avant d'être restitués.

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025

Article 4 - Conditions générales de prêt :

Tel que précisé sur la demande, l'organisateur (emprunteur, responsable du matériel) s'engage à :

1. Donner l'accès à la manifestation pour un agent gestionnaire du matériel à des fins de contrôle du bon usage du matériel prêté.
2. Respecter les jours et horaires précis indiqués sur la convention de prêt pour l'enlèvement et le retour du matériel.
3. Prendre en charge le transport et la manutention du matériel (prévoir un véhicule et un nombre de personnes suffisant à cet effet).
4. Prévoir une disponibilité de temps suffisante à l'enlèvement et au retour du matériel pour le contrôle et les formalités administratives.
5. Maintenir et restituer le matériel dans l'état de bon fonctionnement où il a été emprunté, et n'apporter en aucune façon de modification aux appareils ainsi qu'aux accessoires.
6. En cas de panne, de perte, de vol ou de détérioration du matériel, informer le service de Gestion dans les 48h.

Procédure de recouvrement :

7. Lorsqu'il y a eu dégradations, vols ou dommages divers, le service de Gestion du matériel fait parvenir à l'emprunteur un courrier de réclamation précisant que :
 - l'emprunteur a la possibilité de négocier directement avec le service de gestion le remplacement du petit matériel dégradé par du matériel neuf équivalent
 - Pour le gros matériel, la collectivité émettra un titre de recette correspondant à la remise en état ou au remplacement du matériel.
 - A défaut d'un accord, l'organisateur sera exclu du prêt jusqu'au remplacement du matériel manquant ou au paiement du titre de recette correspondant.
 - Le service de gestion du matériel se réserve le droit d'exercer un recours contentieux.

Article 5 – Valorisation du prêt de matériel scénique :

Le prêt de matériel scénique aux associations est assimilable à une subvention en nature dont le montant est calculé en regard des tarifs moyens pratiqués dans le commerce pour la location sur une période donnée de matériels équivalents.

Le prêt de matériel scénique aux communes et EPCI n'est pas assimilable à une subvention en nature et est considéré comme une mise à disposition de moyens destinée à leur faciliter l'exercice de leurs compétences.

Article 6 - Communication :

Les actions de communication de la manifestation qui seront menées par l'emprunteur devront obligatoirement mentionner : "Avec le soutien technique du Département de l'Hérault de la communauté de Communes des Cévennes Gangeoises et Suménoises, la communauté de Communes du Grand Pic saint Loup » et afficher les logos officiels.

En cas de non observation de ces engagements, l'emprunteur se verrait refuser tout prêt ultérieur.

Date :

Nom :

Signature :

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE Date de réception préfecture : 20/03/2025 |
|---|

Accusé de réception en préfecture
034-243400736-20250320-D-20250319-03-DE
Date de réception préfecture : 20/03/2025